

Parc naturel régional

de

Camargue

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

**INVENTAIRE ET CARTOGRAPHIE
DES HABITATS NATURELS ET DE LA FLORE
D'INTERET COMMUNAUTAIRE**

DU SITE NATURA 2000

FR 9301592 « CAMARGUE »

DATE et HEURE LIMITES DE REMISE DES OFFRES :

Le 10 janvier 2023 à 17 h00

Marché n°2022-11



Article 1 – Pouvoir adjudicateur

1.1 – Nom et adresse officielle du pouvoir adjudicateur

Syndicat Mixte du Parc naturel régional de Camargue
Mas du Pont de Rousty
13200 ARLES

1.2– Type du pouvoir adjudicateur

- Catégorie : Syndicat mixte de gestion du Parc naturel régional de Camargue
- Activités principales : Services généraux des Administrations publiques

Lieu de retrait du dossier :

Portail acheteur : https://marchesonline.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_recherche.do

Type de prestations :

Marché public de prestations intellectuelles

Article 2 – Objet et étendue de la consultation

2.1. – Objet

La présente consultation concerne la prestation suivante : L'actualisation de la cartographie des habitats du site FR 9301592 «Camargue », par une nouvelle campagne de terrain en 2023-2024, couvrant au moins une année écologique.

2.2. – Mode de passation

Le marché est passé conformément aux dispositions des articles L.2123-1 et R.2123-1 1° du décret 2018-1075 du 03 décembre 2018, portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique.

CCAG applicable : Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles.

2.3. – Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

2.4. – Décomposition de la consultation

La prestation fait l'objet d'un lot unique, car le découpage de la prestation en lots séparés entraînerait des difficultés techniques et un surcoût. Aucune décomposition en tranche n'est prévue.

2.5. – Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
71351700-0	Services de prospection scientifique

Article 3 – Conditions de la consultation

3.1. – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 90 jours à compter de la limite de réception des offres.

3.2 – Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

3.3 – Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

Article 4 – Conditions relatives au contrat

4.1. Durée du contrat et délai d'exécution

Le marché est conclu pour une durée allant de sa notification à l'admission des derniers livrables.

La date de livraison du dernier livrable est fixée au **31 août 2024**.

Le calendrier prévisionnel d'exécution des prestations est fixé au CCTP.

4.2. Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaires(s) et aux sous-traitants de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

4.3. Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- L'Acte d'Engagement
- Le Règlement de la Consultation (RC)
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire

Aucune d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

4.4. Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe « Dites-le nous une fois ». Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en Euro. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.5. Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique.

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner
- Renseignement sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles
- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
- Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire, ou, à défaut, par une déclaration du candidat.
- Les références en matière de travaux sur les habitats/espèces visées.
- Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat), disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).
- En cas de groupement, les habilitations nécessaires du mandataire pour représenter ses cotraitants au stade de la passation du marché
- Documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager la société (pouvoir de la personne signataire, extrait du PV de conseil d'administration, mandat, délégation de signature)
- Si le candidat est en redressement judiciaire, joindre la copie du ou des jugements prononcés à cet effet,
- L'attestation d'assurance du candidat en cours de validité

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

L'offre doit comprendre les éléments suivants :

- L'Acte d'Engagement, dûment daté et signé
 - La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire, dûment datée et signée
 - Un mémoire technique, explicitant clairement comment le prestataire compte répondre à chacune des attentes énoncées dans le cahier des charges, et comprenant notamment les éléments suivants: (Les protocoles qui seront mis en œuvre, la stratégie globale d'échantillonnage, les moyens matériels proposés, les moyens humains proposés : description de l'équipe affectée au projet, en précisant le nom des intervenants, leur curriculum vitae détaillé et le nombre de jours envisagé pour chacun.
- Pour la réalisation de cette étude, il est demandé au candidat de présenter les compétences de son équipe en termes de relevés phytosociologiques, d'identification des habitats naturels selon les typologies CORINE Biotope et EUR28, de détermination de l'état de conservation et de cartographie d'habitats et espèces végétales. Le candidat déclinera également l'expérience des membres de l'équipe affectée au projet sur des

- études en rapport avec le site en question, ou avec des sites comparables (Sites N2000 et sur les zones humides au sens large, connaissance du territoire Camarguais, expertise écologique des marais de Crau ...).
- Le calendrier global d'intervention, indiquant notamment les différentes périodes d'investigation sur le terrain.

Les candidats répondant à l'appel d'offre doivent démontrer une bonne compréhension du CCIB et du cahier des charges. Ces propositions devront être suffisamment précises et déclinées selon les différents axes de l'étude.

Article 5 – Conditions de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

5.1 Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : https://marchesonline.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_recherche.do

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente ;

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;

- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis. La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante : f.limouzin@parc-camargue.fr

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles. La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation. La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties. Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

5.2 Transmission sur support papier

La transmission par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission papier n'est pas autorisée.

Article 6 – Examen des candidatures et des offres

6.1 Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

6.2 Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critère	Pondération	Libellé
Prix	40 %	Il sera analysé à partir du montant HT issus de la décomposition du prix global et forfaitaire, et noté sur 20 selon la formule suivante : 20*(offre la moins disante / offre considérée)
Valeur technique	60%	Elle sera analysée à partir du mémoire technique fourni par le candidat, et notée sur 20 sur les points suivants : <ul style="list-style-type: none">- Moyens humains dédiés à la réalisation des prestations (CV à l'appui) / 4- Moyens matériels proposés /2- Méthodologie d'intervention comprenant notamment une description des protocoles mis en œuvre en expliquant l'apport de la télédétection par rapport à une cartographie des habitats classiques /10- Un calendrier global d'intervention (précision au mois), indiquant notamment les différentes périodes d'investigation sur le terrain /4

6.3 Négociation

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur pourra engager des négociations.

La négociation a pour objet d'améliorer la teneur des offres reçues ; elle ne peut porter sur l'objet du marché, ni modifier substantiellement les caractéristiques et les conditions du marché telles qu'elles sont définies dans les documents de la consultation. Elle pourra porter sur tous les éléments permettant le jugement des offres.

Les candidats seront informés par courriel de l'ouverture des négociations, de leur objet, de leurs modalités de mise en œuvre, ainsi que de leur clôture.

La négociation pourra avoir lieu en 2 temps. Dans un premier temps, le pouvoir adjudicateur se réservera la faculté de régulariser les offres irrégulières et inacceptables, au sens de l'article R 2152-2 du décret 2018-1075 du 3 décembre 2018.

A l'issue de cette phase, le classement initial pourra être établi avec les entreprises dont les offres seront classées. La négociation aura lieu avec les 3 premiers candidats issus de ce classement.

Suite aux négociations, les candidats seront invités à remettre leur offre définitive ; un nouveau classement des offres sera effectué afin de déterminer l'offre économiquement la plus avantageuse.

6.4 Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Article 7 – Renseignements complémentaires

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : https://marchesonline.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_recherche.do

Cette demande doit intervenir le **3 janvier 2023 au plus tard.**

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé le **06 janvier 2023 au plus tard.**

Article 8 – Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif de Marseille

22 rue Breteuil

13006 Marseille

Tél : 04 91 13 48 13

Télécopie : 04 91 81 13 87

Courriel : greffe.ta-marseille@juradm.fr

Adresse internet(U.R.L) : <http://marseille.tribunal-administratif.fr/>

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique